

Quelques réflexion sur l'éolien

Source ? Article recueilli sur internet, auteur inconnu...

Éoliennes : le grand mirage de la transition énergétique ?

Depuis des années, les éoliennes sont présentées comme l'un des symboles incontournables de la transition énergétique. Elles seraient modernes, propres, renouvelables et indispensables pour lutter contre le changement climatique.

Mais derrière cette image séduisante se cache une réalité beaucoup plus complexe.

Une éolienne ne produit pas de l'électricité simplement parce qu'elle est installée. Elle produit lorsque le vent le permet. Et c'est précisément là que commence le problème.

Une puissance installée qui ne garantit pas une électricité disponible

La France a considérablement développé son parc éolien. Pourtant, la puissance installée ne doit pas être confondue avec la production réellement disponible.

En 2025, l'éolien terrestre représentait près de 24 GW de puissance installée, mais son facteur de charge annuel n'a été que de **21,4 %**. Sa production a représenté environ 10 % de la consommation électrique française.

Cette différence entre puissance théorique et production effective devrait être beaucoup mieux expliquée aux citoyens.

Lorsque le vent souffle suffisamment, les éoliennes produisent. Lorsqu'il faiblit, leur production chute. Et lorsque le vent est absent, elles ne peuvent évidemment pas produire.

Or, une société moderne ne peut pas demander à ses citoyens de ne consommer de l'électricité que lorsque le vent souffle. Les hôpitaux, les entreprises, les transports, les logements et les infrastructures publiques ont besoin d'électricité 24 heures sur 24, 365 jours par an.

L'éolien doit donc nécessairement être accompagné d'autres moyens de production, de stockage ou d'échanges avec les pays voisins.

Une énergie qui nécessite un système derrière elle.

C'est probablement l'un des aspects les plus mal compris du débat.

Construire une éolienne ne signifie pas supprimer automatiquement une centrale capable de produire à la demande.

Lorsque la production éolienne diminue, le système électrique doit compenser. Lorsque la production est exceptionnellement importante, le réseau doit être capable d'absorber cette électricité ou de la transférer ailleurs.

Il faut donc des réseaux, des interconnexions, des moyens de flexibilité et, lorsque cela est nécessaire, d'autres capacités de production.

L'éolienne n'existe donc jamais seule : elle fait partie d'un système électrique qui doit en permanence compenser son caractère intermittent.

La question pertinente n'est dès lors pas seulement : « Combien coûte l'électricité produite par une éolienne ? »

Il faut demander :

« Combien coûte l'ensemble du système nécessaire pour disposer d'une électricité fiable lorsque l'éolien ne produit pas ? »

Le contribuable doit regarder la facture globale

Une autre difficulté concerne le coût réel du développement de l'éolien.

Le prix d'une éolienne ne représente qu'une partie de l'investissement. Il faut également considérer les fondations, les routes d'accès, le raccordement au réseau, la maintenance, les infrastructures électriques et, à terme, le démantèlement.

Les politiques publiques peuvent par ailleurs apporter différents mécanismes de soutien aux énergies renouvelables.

Il ne serait cependant pas sérieux d'affirmer que chaque euro dépensé dans l'éolien constitue une perte pour le contribuable. L'évaluation dépend des contrats, des périodes, des prix de marché et des mécanismes de soutien.

Mais cette complexité ne doit justement pas servir à éviter le débat.

Chaque politique énergétique devrait être évaluée en fonction de son coût complet pour la collectivité et de la quantité d'électricité fiable et décarbonée qu'elle permet réellement de fournir.

Et l'environnement dans tout cela ?

L'argument écologique constitue probablement le paradoxe le plus intéressant.

Oui, l'éolien n'émet pratiquement pas de CO₂ pendant son fonctionnement et présente un bilan carbone nettement meilleur que les centrales fossiles.

Mais « renouvelable » ne signifie pas « sans impact ».

Une éolienne nécessite de l'acier, du béton, des matériaux composites et diverses matières premières. Il faut fabriquer les composants, les transporter, construire les fondations, aménager les accès et installer les réseaux électriques.

Les impacts sur les milieux naturels doivent également être pris en considération.

L'ADEME reconnaît notamment l'existence de risques pour les oiseaux et les chauves-souris ainsi que des phénomènes de dégradation, de destruction ou de fragmentation des habitats selon les projets et les territoires.

Il serait donc absurde de présenter l'éolien comme une énergie « 100 % écologique ».

Une énergie peut être renouvelable tout en ayant un impact environnemental.

Des paysages sacrifiés au nom de la transition ?

Il existe également un sujet dont les statistiques énergétiques ne rendent pas compte : le paysage.

Une éolienne moderne est une infrastructure imposante. Multipliées par dizaines, elles modifient profondément certains panoramas ruraux.

On peut parfaitement considérer que ce changement est acceptable au nom de la transition énergétique. Mais on peut également considérer que certains territoires doivent être protégés.

Dans une démocratie, les habitants concernés ont le droit de poser des questions. Pourquoi ici ? Pourquoi autant de machines ? Quel bénéfice pour la collectivité ? Quel impact sur la biodiversité ? Quel coût pour le réseau ? Quelle durée d'exploitation ? Que deviendront les installations lorsqu'elles arriveront en fin de vie ?

Ces questions ne sont pas anti-écologiques. Elles sont précisément celles que devrait poser une politique écologique responsable.

Pourquoi ne pas parler davantage de l'efficacité du nucléaire français ?

La France possède une particularité énergétique majeure : elle dispose d'un parc nucléaire produisant une électricité très largement décarbonée.

Cela ne signifie pas que le nucléaire soit exempt de problèmes ou qu'il doive constituer à lui seul la totalité du système énergétique.

Mais cela oblige à poser une question essentielle :

Lorsque l'objectif prioritaire est de réduire les émissions de CO₂, est-il toujours pertinent de remplacer ou de compléter une production électrique déjà très décarbonée par des installations intermittentes, alors que ces dernières nécessitent elles-mêmes des investissements importants dans le réseau et les moyens de flexibilité ?

Cette question mérite une réponse rationnelle, et non idéologique.

L'éolien ne devrait pas bénéficier d'un statut intouchable

Le problème n'est finalement pas l'existence des éoliennes.

Le problème est de les considérer comme une évidence.

Une bonne politique énergétique ne devrait être prisonnière d'aucune technologie. Elle devrait comparer objectivement toutes les solutions selon plusieurs critères :

- le coût pour les consommateurs et les finances publiques ;
- les émissions de gaz à effet de serre sur l'ensemble du cycle de vie ;
- la disponibilité de l'électricité ;
- la dépendance aux matières premières ;
- les besoins en infrastructures ;
- l'impact sur les paysages ;
- les conséquences sur la biodiversité ;
- la durée de vie des installations ;
- et la capacité à répondre aux besoins futurs.

À cette condition seulement, le débat peut devenir sérieux.

Sortir du dogme

Il est temps de sortir d'une vision manichéenne dans laquelle celui qui critique les éoliennes serait nécessairement opposé à la protection de l'environnement.

On peut vouloir réduire les émissions de CO₂ et refuser certains projets éoliens.

On peut défendre les énergies renouvelables et demander qu'elles soient évaluées selon leur coût réel.

On peut vouloir protéger le climat et considérer que la biodiversité, les paysages et l'acceptabilité locale ont également une valeur.

On peut enfin reconnaître que l'éolien a une utilité dans certaines situations sans accepter l'idée qu'il serait automatiquement la meilleure solution partout.

La transition énergétique mérite mieux que des slogans.

Elle mérite des chiffres, des comparaisons et de la transparence.

Conclusion

Les éoliennes ne sont pas inutiles. Mais elles ne sont pas non plus la solution miracle que certains discours politiques ont voulu imposer.

Leur caractère intermittent, leurs besoins en infrastructures, leur coût global et leurs impacts environnementaux justifient un examen beaucoup plus critique de leur développement.

La France doit pouvoir choisir son avenir énergétique sur la base de faits et non de symboles.

Une éolienne n'est pas une politique énergétique. Elle n'est qu'un outil parmi d'autres.

La véritable question est donc simple : pour chaque euro investi, quelle technologie permet de produire le plus efficacement une électricité décarbonée, fiable et abordable, tout en préservant au mieux notre environnement ?

C'est à cette question que les responsables politiques devraient répondre avant de continuer à multiplier les machines dans nos campagnes.